The Tocqueville Review/La Revue Tocqueville, Vol. XLVI, n° 2 – 2025

LES CONVERSATIONS TOCQUEVILLE

7e édition, 27 et 28 juin 2025

Françoise MÉLONIO

Le château de Tocqueville a accueilli, les 27 et 28 juin, les septièmes Conversations organisées par la fondation Tocqueville et Laure Mandeville du Figaro*, avec le soutien des collectivités territoriales (région Normandie, département de la Manche, agglomération du Cotentin), et de divers mécènes privés. L'événement a, comme les années précédentes, réuni des hommes d'État et des élus américains et européens, des dirigeants d'entreprise, des officiers, des personnalités du monde associatif et culturel, et un large public de tout âge. Le cadre champêtre, loin du fracas du monde, était propice à des débats sans acrimonie sur une situation internationale qui inspire à tous, quels que soient leurs choix partisans, autant d'inquiétude que de sidération.*

L'HEURE DE L'EUROPE

Les premières Conversations s'étaient centrées sur la proximité transatlantique et sur les menaces internes courues par les démocraties (individualisme, « wokisme », etc.) Dès 2024 les tensions internationales avaient modifié l'ordre des préoccupations : la tragédie de l'héroïque nation ukrainienne avait conduit les orateurs à presser les citoyens européens de se réveiller avant qu'il soit trop tard. 2025 marque la prise de conscience croissante de l'urgence d'un sursaut collectif des Européens, lâchés par l'Amérique. Sans doute les USA n'ont jamais été un appui totalement fiable, mais rien ne laissait anticiper leur brutalité envers leurs anciens alliés. Ils ne sont pas

devenus pour autant un adversaire et leur garantie paraît toujours indispensable à beaucoup d'Européens. L'Europe n'en doit pas moins devenir autonome – sans rompre, si possible, avec l'Amérique. Est-ce l'heure de l'Europe ? Le programme dressé par Laure Mandeville partait d'une série de constats consensuels : l'affaiblissement du lien transatlantique, dont les conséquences sont encore difficiles à évaluer ; la déstabilisation de l'Europe par la volonté de Poutine – l'invasion de l'Ukraine n'étant que le premier pas ; l'effondrement de l'ordre international né au sortir de la Seconde Guerre mondiale ; l'émergence de démocraties illibérales des deux côtés de l'Atlantique.

La manifestation alternait les allocutions de *Keynote speakers* et les tables rondes, trop denses pour qu'on puisse rendre compte ici de la totalité des interventions qu'on consultera sur le site de la Fondation Tocqueville (Tocquevillefoundation.org). Le 27 juin, sous le titre l'Europe face à un nouveau monde, on a pu écouter cinq ateliers : 1/ l'Europe et la fin de la *pax americana* ; 2/ Où Trump emmène-t-il l'Amérique ; 3/ Poutine, Xi et les menaces qui pèsent sur l'Europe ; 4/ Musk, l'oligarchie technologique et son impact sur l'Europe ; 5/ l'avenir de la sécurité européenne et du droit international : le test ukrainien. Le 28 juin, sous le titre « L'Europe : l'urgence de l'action », quatre ateliers : 1/ quelle Europe voulons-nous ? La question du pouvoir et des valeurs ; 2/ Le nécessaire réveil industriel et technologique de l'Europe ; 3/ Réarmer l'Europe : Construire une industrie de défense européenne en période de crise économique ; 4/ Quel avenir pour le conservatisme européen ? Les deux jours faisaient ainsi se succéder le bilan et la projection, le diagnostic et la thérapie. Les deux perspectives se sont avérées inséparables et ont permis de faire émerger des interrogations communes : géopolitique, que faire quand le lien se dénoue entre la république impériale américaine et le continent européen ; stratégique, comment construire une puissance européenne industrielle, technologique et militaire ; éthique, pour quelles valeurs européennes sommes-nous prêts à nous battre ?

I - GÉOPOLITIQUE : QUAND L'EUROPE S'ÉVEILLERA …

Les États-Unis, qui étaient globalement un principe d'ordre dans le monde, sont devenus un facteur d'incertitude (Dominique Moïsi). C'est un retour au XIX^e^ siècle. Que Trump se donne pour prédécesseurs à la présidence Andrew Jackson – spoliateur des Indiens – et William McKinley est éclairant : c'est sous la présidence de

McKinley que, par le Traité de Paris (1898), l'Espagne a transféré le contrôle de ses territoires de Porto Rico, Guam et les Philippines aux Américains ; que la république indépendante de Hawaï a rejoint les États-Unis avec le statut de territoire. Le même McKinley, en 1890, avait présenté devant le Congrès un *Tariff act* imposant des droits de douane protectionnistes…

Trump remet en question le système des alliances au point de traiter moins bien ses vieux alliés que ses adversaires, non sans contradiction : renonçant à son rôle de gendarme mondial, l'Amérique incite l'Europe à prendre en charge sa propre sécurité (en achetant du matériel américain…) tout en gourmandant la vieille Europe pour sa supposée décadence morale (Vance). Mauvais calcul, comme le note Hervé Morin qui, ancien ministre de la Défense, a pu mesurer le poids de la domination américaine : « c'était un grand avantage pour les États-Unis d'asseoir leur domination sur un continent aussi riche que l'Europe ».

Devant le « retournement très agressif de l'Amérique » (Nicolas Baverez), il faut revenir au livre de Raymond Aron, *République impériale. Les États Unis dans le monde (1945-1972)*[1] : l'isolationnisme américain ne rendrait-il pas service à l'Europe ? Peut-être la brutalité américaine donne-t-elle à l'Europe la chance de rompre avec sa dépendance envers la Russie pour l'énergie, avec les États-Unis pour la technologie. Car l'Europe a de grands atouts : son épargne, l'État de droit qui favorise les afflux de capitaux, des équipements militaires. La question selon Baverez est donc de savoir ce que nous voulons faire et avec qui. « Faut-il donner à Trump le prix Charlemagne du plus grand Européen de l'année » demande sarcastiquement Benjamin Haddad, ministre français des Affaires européennes ? En appelant à l'autonomie européenne, Raymond Aron émettait un doute qui reste actuel : « Les Européens ne préfèrent-ils pas l'égalité dans la dépendance à l'inégalité que créerait la possession par certains d'entre eux des armes tenues pour décisives ? » Et par ailleurs, s'il y a désengagement américain, n'y a-t-il pas contradiction entre l'interdépendance économique et la séparation politico-militaire ? On ne saurait trop saluer la prescience de Aron. Le titre même de son ouvrage « République impériale » dit à la fois la survie (pour combien de temps ?) d'une « république » américaine mais aussi l'imposition d'une hégémonie par d'autres moyens que militaires. On dirait aujourd'hui de « deals ».

D'où une double question : l'Amérique impériale est-elle encore une république ? L'Europe a-t-elle la volonté de l'autonomie ?

L'Amérique ou la domination « paternelle » ?

Le programme envisageait un examen du risque d'émergence d'une démocratie illibérale outre-Atlantique, avec une analyse des causes qui, dans la longue durée, ont conduit au retour de Trump en 2025. Le fossé atlantique s'est tant élargi que les Américains présents ne semblaient pas partager la sidération (le plus souvent réprobatrice) des Européens envers l'administration américaine. Les intervenants américains n'ont guère abordé ni le rôle des États-Unis dans l'effondrement du droit international, ni l'étrange attirance de Trump pour les dictateurs, russe, coréen du Nord ou hongrois. Leurs interrogations portaient principalement sur les causes et la durée de cette expérience politique nouvelle.

Donna Brazile, première femme afro-américaine à diriger une campagne présidentielle (celle de Al Gore) et personnalité médiatique, s'est interrogée sur le sens du vote Trump chez les Afro-américains ; elle l'attribue au sentiment de l'exclusion, mais, malgré la décrépitude actuelle du parti démocrate, elle juge ce moment trumpien transitoire. Christopher Caldwell, essayiste auteur d'un livre qui évoque les transformations de la société américaine depuis les années vingt[2] croit lui aussi au caractère éphémère de l'administration Trump dont le succès a été la conséquence de la distance des élites par rapport au peuple américain : une partie de ces élites a accaparé le pouvoir grâce à la *Civil Rights Law* de 1964 qui ouvrait un processus généralisé d'extension des droits à des minorités ; les électeurs de Trump veulent une démocratie fondée sur le vote et pas sur la réglementation. Mais ils ont été dupés : Trump second mandat ne se bat pas contre les accapareurs du pouvoir, il mobilise le pouvoir à son profit en utilisant l'insatisfaction populaire – avec un grand talent, certes, mais une base fragile, constituée seulement de 20 à 25% de partisans. Ce rôle du tournant sociétal de la gauche américaine dans l'élection de Trump est aussi au cœur de l'analyse du professeur de science politique Joshua Mitchell : la force des démocrates était traditionnellement dans les classes moyennes ; le parti démocrate les a délaissées pour se faire le défenseur des identités particulières, de la confusion des sexes, de l'abolition de la distinction entre citoyens et immigrants, de la mise en péril de l'autorité des pères et de la masculinité. Si bien que Trump

paraît à ses soutiens le restaurateur de la normalité perdue. Il y a plus : Trump exerce sur les jeunes générations une véritable séduction parce que, comme elles, il ne s'intéresse pas aux institutions ; il est l'homme sans péché, qui plaît à une société lasse de se voir accusée de péché esclavagiste, raciste… Il est celui qui glorifie une société du risque. Je dirais pour ma part qu'il est surtout l'homme d'un passé limité et mythique ; son discours inaugural était révélateur : on n'y trouvait pas l'éloge – obligatoire pourtant – des pères fondateurs mais celui des pionniers en quête de territoires. Est-il l'homme du risque ? Pascal Bruckner s'en étrangle, observant que le plus frappant aux États-Unis est bien moins le goût du risque que le retour de la déférence : on baise les babouches de Trump (lequel parle plutôt de *kiss his ass* !). Il y a là, comme le note Philippe Gelie (directeur adjoint du *Figaro*) une nette divergence entre les Européens et les hôtes américains des Conversations, lesquels semblent avoir banalisé Trump. Est-ce chez eux déférence, est-ce la retenue de rigueur en territoire étranger ? Ou bien le souci d'expliquer l'assise électorale populaire d'un président inattendu ? Plus vraisemblablement c'est l'effet d'une politique judicieuse d'invitations au château de Tocqueville, sélectionnant des intervenants aptes à dialoguer courtoisement, ce qui semble devenu difficile sur le territoire américain. En tout cas les Américains présents (orateurs comme étudiants) ont dû être frappés des progrès de la défiance des Européens envers l'administration américaine.

Défiants, les Européens sont-ils pour autant déterminés à sortir de leur état de tutelle – ce que le président Matarella a appelé la « vassalité heureuse » ? Dominique Moïsi juge sévèrement l'attitude des dirigeants européens lors du sommet de l'OTAN à La Haye le 25 juin 2025 : certes ils se sont engagés à porter à 5% du Pib leurs dépenses de défense (avec quel argent ?) mais comment ne pas être blessé de la flagornerie envers Trump du Secrétaire général de l'OTAN qualifiant Trump de *daddy* pour son action internationale, de la pusillanimité de dirigeants tétanisés à l'idée de fâcher le père (fouettard !). À la Haye l'Europe, comme les chœurs des tragédies antiques, s'est satisfaite de commenter l'événement au lieu d'agir ; il est vrai que c'est la conséquence des divisions intra-européennes, remarque Moïsi, renvoyant aux analyses de Timothy Garten Ash. Dans un article récent[3] celui-ci remarquait que depuis l'échec de la Communauté européenne de défense en 1954, sous les coups conjoints des gaullistes et des communistes, l'OTAN est la seule organisation puissante. Comment

européaniser la Défense alors que les nations ont des conceptions historiques différentes, un budget de défense spécifique, des systèmes d'armes hétérogènes (170 systèmes d'armes, les États-Unis une trentaine) et que les milliards promis doivent être dépensés dans un continent endetté et vieillissant où les besoins sociaux vont croissant ?

Pour être autonomes les Européens doivent élaborer en commun une stratégie économique et militaire.

II - STRATÉGIE : LA DIMENSION MILITAIRE

En Ukraine se joue sans doute le sort de l'Europe, ce plus petit des continents, cette péninsule mais riche d'une civilisation et de ses principes (la liberté, l'égalité, l'État de droit) ; comment éviter un nouveau Yalta dont les trois protagonistes seraient les trois empires américain, russe et chinois ?

Hervé Morin dès l'ouverture avait posé le cadre de la réflexion. Ancien ministre de la Défense sous la présidence de Nicolas Sarkozy de 2007 à 2010, il dresse un bilan sombre de la situation européenne. L'Europe avait cru depuis 1945 au *soft power* et aux règles du droit international. Résultat : elle a renoncé au *hard power* sans acquérir le *soft power*. PIB en berne, fragmentation réglementaire, retard dans la recherche et développement et dans la croissance de l'enseignement supérieur… La situation n'est pas pour autant désespérée. Hervé Morin ne croit pas à une attaque russe en France (les autres participants sont moins confiants), et juge que ce qui nous manque, ce sont moins nos ressources malgré nos faiblesses en satellites que la volonté et la stratégie : il plaide pour un effort commun entre quelques pays volontaires, un état-major européen, plaidoyer dans la droite ligne de son action comme ministre[4].

La difficulté de cette stratégie tient à l'urgence : la garantie de l'OTAN n'est plus assurée et les Européens sont soudain mis devant un tournant de la politique américaine, prévisible sans doute, mais qu'ils se sont longtemps refusés à voir. Deux Américains ont commenté ce tournant.

Dan Twining, président depuis 2017 de l'Institut républicain international (800 experts, surtout proches des républicains), a contesté sans vraiment convaincre l'idée du grand retrait des Américains. Il a argué de l'augmentation des forces américaines en Europe et de l'hyperactivité commerciale et diplomatique de l'administration Trump

dont la politique est selon lui massivement soutenue par l'opinion comme le montre un sondage récent, selon lequel les 2/3 des Américains pensent que les États-Unis doivent s'impliquer davantage dans les affaires internationales et en assumer le leadership ; 85% des MAGA eux-mêmes souhaiteraient d'après ce sondage une politique d'intervention au bénéfice des États-Unis et de la démocratie. Aussi bien ce qui se joue actuellement selon Twining n'est pas un retrait américain mais un changement dans l'ordre des objectifs : l'opinion américaine est préoccupée par l'Asie et ne veut pas continuer à subventionner comme le fit Biden une guerre interminable en Ukraine sans perspective de victoire alors même que l'Europe continue à acheter de l'énergie aux Russes.

On objectera que le prix des œufs importe sans doute plus au peuple MAGA que la politique envers la lointaine Europe. Bien fol est qui se fie aveuglément à une opinion volatile. S'il y a bien quelques constantes, à commencer par la volonté des électeurs de s'impliquer dans les affaires internationales, comme le souligne Daniel Twining, on peut s'interroger sur la réalité du soutien apporté à la politique internationale de Trump : un sondage IPSOS/Reuter des 21-23 avril montre l'écart entre Trump et l'électorat, y compris républicain. Dans leur immense majorité, les Américains se méfient de Poutine (voir le sondage *Pew Research Center* de janvier/avril 2025)[5]. L'électorat américain est *pour le moment* loin d'approuver massivement la politique de retrait suivie par l'administration Trump à l'égard de l'Europe.

Reste que nous assistons bien à un changement tectonique de la politique américaine, comme le souligne Douglas Lute, Général de corps d'armée à la retraite et conseiller adjoint sous l'administration George Bush puis sous l'administration Obama pour l'Irak et l'Afghanistan avant de devenir de 2013 à 2017 ambassadeur des États-Unis auprès de l'OTAN. Le monde a basculé : l'Ouest n'existe plus. États-Unis et Chine sont les grandes puissances de demain, la Russie et l'Europe peut-être pas. Les dirigeants européens peuvent bien planifier 5% de dépenses militaires, cette perspective de long terme est en conflit avec l'économie et ne s'accompagne pas d'une réflexion sur l'utilisation de cet argent ni sur les valeurs qu'il s'agit de défendre : celles de l'OTAN (démocratie, liberté individuelle et *rule of law*) sont contestées par les gouvernements populistes en Hongrie, Turquie, États-Unis.

Daniel Twining comme Douglas Lute, chacun à sa façon, nous peignent un basculement du monde. La politique de Trump opère un changement de paradigme, qu'a analysé Jean-Sylvestre Mongrenier, chercheur à l'Institut français de géopolitique de l'Université Paris VIII et rattaché au Centre d'enseignement supérieur de la marine[6]. Après la Guerre froide, les États-Unis avaient été le « sheriff réticent » du monde[7] ; la disparition de l'ennemi russe (on parlait alors de fin de l'histoire…) engendrait une instabilité qui rendait urgente la définition d'une stratégie nouvelle : les États-Unis ne voulaient ni être les gendarmes hégémoniques du monde ni s'isoler ni adopter l'économisme ou l'humanitarisme wilsonien. Ils avaient élaboré une nouvelle politique réaliste, soucieuse de leurs intérêts nationaux, agissant comme un sheriff à l'aide de coalitions informelles.

Mongrenier montre combien l'espace euro-Atlantique a été reconfiguré par la guerre de haute intensité qui frappe l'Europe. L'Europe n'est pas un acteur politique global, elle n'en a pas les moyens. Pour longtemps, la défense collective reste l'apanage de l'OTAN qui affronte des questions difficiles comme la candidature de l'Ukraine, la fiabilité de la Turquie, la menace chinoise[8]. L'OTAN n'est donc ni obsolète (Trump, 2017) ni en état de mort cérébrale (Macron 2019) : c'est la forme politico-militaire d'un ensemble géo-historique dont la menace russe et la montée de la puissance chinoise renforcent la cohésion. Dans un article de 2023, Mongrenier concluait : « Sans l'OTAN, l'Europe perdrait sa profondeur géostratégique et se provincialiserait ; elle deviendrait un petit cap de l'Asie. »

Que faire pour assurer la sécurité de l'Europe dans ce monde nouveau ? Les Européens se divisent sur l'étroitesse du lien à maintenir avec l'OTAN mais s'accordent sur la nécessité d'accroître l'autonomie de la défense européenne. Les plus sceptiques sur la possibilité de se passer de l'OTAN – les plus soucieux aussi d'une défense efficace parce qu'ils sont sur la ligne de front – sont les pays situés à l'est de l'Europe.

Rajmund Andrzejczak, chef d'état-major de 2018 à 2023 des forces armées polonaises, rappelle que les Polonais ont l'expérience de l'agressivité des Russes et que la route est directe de Moscou à Paris. Pour autant la stratégie à adopter n'est pas évidente. La Pologne a d'importantes dépenses militaires mais au détriment de son économie ; les buts des alliés européens manquent de clarté : ils se divisent sur

l'immigration, l'énergie, l'OTAN ; ils n'ont pas défini ce que pourrait être une victoire (sachant qu'elle ne peut être que provisoire, les Russes tenteront de revenir). Il y a tout lieu d'être pessimiste : en 2008 la seule réaction des Européens à l'invasion de la Géorgie a été la poursuite de la construction de Nordstream 1 (2005-2011) ; l'Europe est toujours en retard !

Andrius Kubilius, commissaire à la défense et à l'espace de la Commission européenne depuis décembre 2024, député au parlement lituanien de 1992 à 2019, deux fois premier ministre et député au parlement européen de 2019 à 2024, juge, lui aussi, très élevée la probabilité d'une attaque russe contre l'Europe – plusieurs services secrets européens la prévoient à courte échéance. Les Américains se tournent davantage vers l'Asie au risque de favoriser Poutine. Il plaide donc pour une armée européenne et un renforcement institutionnel de l'Europe afin qu'on ne puisse plus dire, comme jadis Kissinger, que personne ne répond au téléphone en Europe. Mais il est sans illusion : la défense relevant et pour longtemps des seuls cadres nationaux, il faut éviter la fragmentation (voir le rapport Draghi) ; attribuer des financements à l'innovation pour combler les lacunes de nos systèmes de défense ; chercher une union pour la défense comme on a su trouver une union pour l'exploration de l'espace – et surtout il faut avoir une volonté. À quoi Kajsa Ollongren, ancienne ministre néerlandaise de la défense de 2022 à 2024, répond que la défense européenne n'est pas un thème électoral dans les pays européens, que si elle-même a plaidé pour une politique commune, sa position n'était pas partagée dans son propre pays et que l'Union européenne souffre d'un handicap structurel parce qu'elle est démocratique : la Russie autocratique peut décider vite, l'Europe a besoin de temps pour délibérer en commun, et pourtant il y a urgence à lever des fonds pour l'Ukraine.

Les Français sont les plus prompts à déclarer caduque l'alliance avec les Américains et à réclamer une politique européenne de défense. Le plus virulent est Bernard Emié, ancien ambassadeur de France en Jordanie, en Turquie, au Royaume Uni et en Algérie. Il a aussi dirigé la DGSE – l'Agence française de renseignement extérieur – de 2017 à 2024 et y a aperçu en plein jour les stratégies de déstabilisation contre notre pays ; nous sommes en guerre, pour lui, avec trois empires ; russe, chinois, et américain : les États-Unis nous colonisent technologiquement (sans reculer devant la trahison comme le montre le cynisme avec lequel ils ont fait déchirer l'accord entre Français et

Australiens pour la livraison de sous-marins nucléaires) et ils ont lâché l'Europe depuis Obama ; les Russes multiplient les attaques cyber et font de la prédation en Afrique au détriment de la France ; la Chine lutte contre la France dans le Pacifique sud… Face à cette triple menace les Européens ont déjà su organiser le partage des renseignements.

Michel Barnier et Benjamin Haddad ne furent pas moins éloquents sur la nécessité d'une défense européenne : ils s'accordent sur le basculement de l'administration américaine, sur la perception du danger russe, sur la nécessaire montée des dépenses militaires et des investissements en faveur de l'innovation en Europe (objectif du projet SAFE *Supporting at risk researchers with fellowships in Europe* lancé en septembre 2024), et aussi – point de vue bien français – sur l'urgence d'une préférence européenne pour l'achat du matériel militaire. L'Europe a longtemps externalisé sa sécurité en la confiant aux Américains ; elle a eu de grandes réussites : elle a tenu la promesse de paix initiale de 1957 ; elle a su gérer solidairement (à peu près…) la crise financière de 2007, la migration et la pandémie, aujourd'hui l'Ukraine et le climat. Ses citoyens sont souvent désenchantés mais ils devraient regarder le pouvoir d'attraction de l'Europe. Il y a un goût français pour l'autodénigrement que combat à son tour Jacques Rupnik, rappelant l'enthousiasme de Javier Solana qui, entre 1999 et 2009, exerça la fonction de Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne. En 1999 Solana invitait l'Europe à assurer la prospérité économique, une solidarité active interne et externe et équilibrer le monde en se transformant en acteur politique à part entière[9]. La réussite est aujourd'hui incomplète mais le chemin parcouru considérable.

Reste qu'on peut s'interroger sur la volonté des Européens d'assumer les conséquences de l'autonomie souhaitable. Bernard Cazeneuve remarque que quoique nous aspirions à une Europe puissante, nous ne prenons pas les mesures financières nécessaires que sont la préférence communautaire pour les achats et la concentration de l'industrie européenne. À quoi il faut ajouter, comme le soulignent deux intervenants anglais (Robert Boyd, général de brigade, puis Edward Stringer ancien officier de l'air de l'armée britannique), la nécessité de renoncer à certaines dépenses au profit du budget de la Défense, et la recherche de fonds de pension et de fonds privés pour abonder ce budget inévitablement limité, qu'il faudra dépenser avec discernement. On n'échappera pas à des sacrifices redoutables (ce que

Timothy Garton Ash appelle le monde Churchill-De Gaulle). Vincent Montagne rappelle ce propos célèbre de Bismarck « la diplomatie sans les armes, c'est la musique sans les instruments » et renvoie à René Girard[10] : l'attentisme ne fait que différer la violence guerrière et l'accroître. On aurait aimé disposer de plus de temps pour que soit approfondie la question énoncée par Rajmund Andrzejczak sur la définition de la victoire, car l'Ukraine s'épuise et l'Europe risque de se lasser. Il aurait fallu aussi s'interroger sur la reconstruction, la réintégration des réfugiés en Ukraine, mais il est trop tôt sans doute…

Liée à la question du réarmement, est celle du développement de la technologie posée dans deux panels : « Musk, l'oligarchie technologique et son impact sur l'Europe » et « Le nécessaire réveil industriel et technologique de l'Europe ».

Les Européens regardent avec sidération le rôle de l'oligarchie de technologues qui entourent D. Trump, leur hubris, leur mépris de la base MAGA. Joel Kotkin, professeur au collège Chapman, brosse le tableau sinistre du nouveau féodalisme en Amérique où la concentration de la richesse et du pouvoir fait du peuple en masse un nouveau Tiers-État, et mine la démocratie et la liberté de pensée[11]. Cette domination de la tech est antérieure selon lui à l'administration américaine actuelle : les GAFAM, jadis plutôt démocrates, se sont ralliés à Trump par opposition à Biden mais n'y voyons pas une adhésion idéologique : les conquistadors de la technologie sont animés par deux passions seulement : l'esprit d'exploration et la volonté de puissance impériale – Musk a prénommé son dernier fils Romulus ! Cet appétit pour la conquête du futur porté jusqu'à l'aventurisme n'est pas nouveau (Tocqueville l'avait déjà dit : le *motto* américain est *I will try*) et oppose les États-Unis à l'Europe qui nourrit envers la technologie une méfiance invétérée. Matthias Risse, professeur à Harvard, rappelle le pessimisme de Heidegger et de Ellul qui dénonce l'aliénation des hommes par la technique échappant au contrôle individuel[12] ; Pascal Bruckner oppose lui aussi la prudence européenne à l'audace américaine : l'Europe est fondée sur le principe de précaution, en vertu duquel on a bridé le développement de l'ARN messager, du génie génétique, des nanotechnologies ; rien ne montre mieux l'opposition de ces deux univers que l'indignation suscitée chez Vance par la volonté européenne de réglementer les GAFAM.

Le panel consacré au nécessaire réveil industriel et technologique de l'Europe développe l'analyse de cette aversion au risque européenne mais surtout française, d'où résulte notre décrochage économique souligné par le rapport Draghi. Ne nous croyons pourtant pas, nous Français, exceptionnels, même dans le retard : comme le rappelle Pierre-André de Chalendar (ancien directeur général de Saint Gobain), le décrochage de la France en Europe tend à se réduire alors que l'Allemagne décroche à son tour. L'Allemagne a dû sa prospérité au gaz russe, aux bénéfices de la mondialisation et aux dividendes de la paix, tous avantages aujourd'hui en péril. C'est l'Europe tout entière qui doit investir davantage – le niveau actuel de l'innovation en Europe est, dit Chalendar, celui de la Corée du Sud. Les intervenants ont proposé différentes stratégies : qu'un groupe leader de quelques pays se lance dans l'innovation, et qu'on laisse à chaque pays la liberté de ses choix technologiques (Chalendar) ; qu'on dérégule (Declan Ganley entrepreneur, pionnier dans les services de haut débit) ; qu'on crée une place financière puissante en Europe, une union économique et monétaire renforcée, une solidarité européenne financière et une unification des dettes (Augustin de Romanet, président de Paris Europlace). Tous s'accordent sur l'urgence de desserrer le carcan des normes et d'encourager l'audace – le temps a manqué pour une discussion car il y avait manifestement un grand écart entre un Declan Ganley, favorable à une dérégulation massive, et un Romanet qui pose le problème du déficit acceptable pour financer la croissance. Problème essentiel, en ce moment même où la France peine à s'accorder sur un budget. Faut-il se défaire de la prudence de la ménagère et voir le déficit comme ce qui rend possible la croissance[13] ? À dire vrai, les budgets de la France ne me semblent pas avoir excellé dans les vertus économes de la ménagère… et l'Europe n'a pas le privilège du dollar pour laisser filer sans dommage un déficit qui du reste devient inquiétant aux États-Unis même.

Cette réflexion sur la stratégie n'est pas séparable de celle de l'identité européenne, des valeurs que nous voulons conserver. Ici les Conversations ont fait retour à l'histoire. À l'opposition entre les empires autocratiques et les démocraties.

III - Quelles valeurs pour l'Europe ?

Depuis la fin de la Guerre froide, l'Europe avait oublié la menace russe. Jacques Rupnik rappelle qu'en 2007, déjà, dans une conférence

à l'ambassade du Canada à Washington[14], Pierre Hassner dénonçait les illusions de ceux, surtout Américains, qui croient qu'on peut établir la démocratie et le marché quasiment du jour au lendemain ; ils se trompent : en 2007 déjà la Russie n'évoluait pas vers la démocratie mais vers plus d'autoritarisme et d'hostilité envers l'Occident et ses voisins proches, l'Estonie, la Géorgie et les autres pays anciennement membres de l'Union soviétique et même du Pacte de Varsovie (comme la Pologne). Sans guère de résistance à cette politique d'agression ni de la part de la population russe ni de l'Occident. Aujourd'hui Poutine se rapproche de plus en plus du modèle fasciste : culte du chef, développement de la xénophobie, organisations de jeunesse… Rupnik rapporte une formule fréquente chez les analystes russes : « Russie en hausse, Amérique en baisse et Europe sur la touche. » La Russie est en hausse à cause du prix du pétrole, l'Amérique en baisse du fait des conséquences de l'aventure irakienne, l'Europe sur la touche à cause du rejet du projet de Constitution européenne, de son incapacité à adopter une politique commune sur les questions énergétiques et de l'influence des nouveaux États membres (comme la Pologne et les républiques baltes) que la Russie regarde comme méprisables et qu'elle veut punir de leur volonté d'être indépendantes. Ajoutons à ces derniers aujourd'hui les pays des « révolutions de couleur » que la Russie veut ramener en son sein. Cette hostilité à l'Occident est renforcée par l'humiliation post-impériale qui ne favorise pas l'évolution vers la démocratie. La conclusion de Hassner est reprise par Rupnik et pourrait servir d'épigraphe aux Conversations : « Le philosophe français Henri Bergson a avancé une thèse qui me semble aussi vraie que choquante : la démocratie libérale est le régime le moins naturel sur la terre. Ce qui est naturel, c'est le règne du plus fort. La démocratie ne peut venir à l'existence que par un combat difficile qui exige du courage et de la persévérance et qui vise à un changement profond dans les attitudes et les institutions ».

Cette analyse de l'hostilité de la Russie à l'Occident est partagée par Oleg Dunda, membre du parlement ukrainien et de l'association parlementaire « Pour la décolonisation de la Russie » : le discours du Kremlin a pour ambition explicite la remise en cause des résultats de la Guerre froide par une confrontation avec l'Occident. La Russie ne mène pas simplement une guerre coloniale contre l'Ukraine ; elle cherche une revanche, soutenue par sa population. Pour comprendre le choix de l'Ukraine comme première cible, il suffit de réfléchir à

l'histoire : en 1940 l'Allemagne avait concentré ses premières attaques sur un point ; aujourd'hui la Russie s'en prend dans un premier temps à l'Ukraine, mais la menace porte sur la Moldavie, les pays baltes, la Pologne…, ce qui est en jeu c'est la difficulté à tracer la frontière entre l'Union européenne à laquelle des pays adhérent par la volonté de leur peuple et une fédération de Russie aux limites mouvantes. Le problème avec la Russie, Vaclav Havel l'avait déjà dit, c'est qu'elle n'a pas de frontières, l'État-nation ne s'y distingue pas de l'Empire, qui au cours de l'histoire, s'est tantôt étendu tantôt rétracté.

L'Europe n'est pas seulement menacée par une attaque militaire frontale : Anne Marie Brady, spécialiste néozélandaise du parti communiste chinois, montre qu'il y a un front uni de la Russie et de la Chine contre les États-Unis et l'Europe. Les deux régimes pratiquent le même contrôle de leur population, la même manipulation de la communication. Ils s'efforcent de rallier certains de leurs adversaires pour mieux diviser, c'était déjà la tactique de Lénine énoncée en 1921 dans ses *Remarks to the Theses on a United Front.*

Face à ces autocraties, quelles valeurs l'Europe et ses sociétés ouvertes veulent-elles défendre ? La réponse n'est pas simple. Les Européens sont condamnés à l'hypocrisie pour préserver leur lien avec les États-Unis. Ils ne peuvent dire ce qui les en sépare, si bien que l'Europe semble n'être qu'un grand marché, au risque d'un effondrement moral.

La tentation du nihilisme

En effet, le risque de cet effondrement est grand ; Oleksandra Matviichuk, prix Nobel de la paix, remarque que pour trop d'Européens, *never again* signifie désormais : nous ne paierons plus pour la liberté, *business as usual*… De fait les Européens ont oublié depuis des décennies la nécessité de se défendre. Comme le remarque Nicolas Baverez, ils ont cru vivre dans le monde de Locke, de Kant et de Ricardo et ils se réveillent soudain dans le monde de Hobbes où l'homme est un loup pour l'homme, dans celui de Weber où les Dieux s'affrontent, ou dans celui de Marx et de la lutte des classes : le monde de la lutte permanente. Aussi bien pour Nicolas Baverez, il faut revenir à la grande conférence de Husserl, le 5 mai 1935, à Vienne, *La crise de l'humanité européenne et la philosophie*, texte tragique puisque Husserl, juif, ne pouvait dans l'Allemagne nazie ni enseigner ni parler : « La crise de l'existence européenne n'a que deux issues : soit la décadence de

l'Europe devenant étrangère à son propre sens vital et rationnel, la chute dans l'hostilité à l'esprit et dans la barbarie ; soit la renaissance de l'Europe à partir de l'esprit de la philosophie, grâce à l'héroïsme de la raison (…) Le plus grand danger pour l'Europe est la lassitude. » L'Europe en ce sens (Husserl y incluait les États-Unis) est une entité spirituelle plus que géographique, invitée à repousser la tentation du nihilisme ou de l'irrationnel[15]. Comme le montre Vincent Montagne (président du Syndicat national de l'édition depuis 2012), la renaissance de l'Europe se joue dans la recherche du sens, face à la prolifération des *fake news* et du langage stéréotypé que va multiplier l'intelligence artificielle.

D'où peut venir la renaissance ? Qu'est ce qui vaut la peine de se battre ? La réponse relève à la fois de l'éthique et du droit.

D'une éthique, celle de la paix articulée à la démocratie et à la liberté de pensée, comme le disent vigoureusement Andrius Kubilius rappelant la défense conjointe de la liberté et de la démocratie chez Tocqueville et Bernard Cazeneuve. Ce dernier rappelle que la paix européenne est liée à la dévolution du pouvoir par le suffrage universel, au respect des libertés individuelles et des principes de droit ; il énumère les dangers qui nous menacent : 1/ une guerre d'invasion au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; 2/ l'éloignement de certains pays de l'acquis communautaire qu'ils s'étaient engagés à respecter ; 3/ la distanciation avec l'Amérique qui foule les principes du droit international.

Cette analyse n'est pas consensuelle parmi les Européens présents. Pour Konrad Szymanski, ancien ministre polonais des Affaires étrangères et membre du parti conservateur Droit et justice (PIS), les peuples n'acceptent pas tous l'intégralité du « package » européen. Et pourtant lui rétorque Bernard Cazeneuve, la liberté de pensée dans les limites du respect d'autrui défini par le droit est bien un acquis fondamental européen et qui nous sépare des États-Unis. Il a lui-même en 2015 comme ministre de l'Intérieur dû se rendre en Californie pour convaincre – difficilement – les GAFAM de retirer les contenus haineux sur les réseaux sociaux, à un moment où les attentats risquaient de fracturer la France ; vingt ans plus tard la situation n'a guère changé…

De ce débat ressortent deux conceptions de la liberté de pensée. La liberté à l'américaine est une liberté sans entraves – aux yeux des Français c'est la liberté du renard dans le poulailler. Lacordaire, contemporain de Tocqueville ne disait-il pas que c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit ? La liberté européenne est à l'inverse une liberté dans les limites du droit.

On aurait pu consacrer toutes les Conversations à l'État de droit tant il apparaît comme la garantie nécessaire au sursaut européen et tant il est menacé dans notre monde où la force s'impose. Le choix de faire ouvrir les Conversations par Mirjana Spoljaric, présidente du Comité international de la Croix rouge, était de ce point de vue très judicieux. Elle sut rappeler que l'Europe est le berceau des traités internationaux, de la *rule of law* et de la préservation du peuple, même en état de guerre. Mirjana Spoljaric craint un retour des États à l'état de nature ; le droit international humanitaire est menacé tous les jours en Ukraine, au Proche-Orient et au Soudan au mépris des conventions de Genève, ratifiées en 1949, qui fixent les règles applicables en temps de conflit[16] : La Croix rouge étant chargée de la protection des victimes, Mirjana Spoljaric parcourt le monde pour rallier le maximum d'États autour de l'initiative mondiale sur le droit international humanitaire lancée en 2024 pour réaffirmer ces conventions. Car il y a urgence, et pas seulement pour les victimes mais pour toute l'humanité : ceux qui attaquent les prisonniers, les hôpitaux et les écoles mettent en danger la protection de leurs propres citoyens ; ceux qui recourent à un double standard en pratiquant l'indignation sélective se trompent en pensant que la vie de l'un vaudrait moins que celle d'un autre, celle d'un Soudanais ou d'un Palestinien moins que celle d'un Ukrainien.

Ce cri d'alarme est repris par Andrea Bianchi, professeur de droit international à Genève, qui s'inquiète du déclin du vocabulaire du droit dans les rapports internationaux. À ce déclin il discerne plusieurs causes : le double standard qui disqualifie le discours du droit de l'Occident aux yeux du reste du monde, les droits humains apparaissant seulement comme un moyen pour l'Occident de justifier sa domination ; l'accusation de terrorisme qui sert à justifier une restriction des droits fondamentaux (le cas d'Israël est en filigrane évoqué par plusieurs intervenants sans que ce point très peu consensuel dans l'assemblée soit abordé) ; et enfin l'absence d'empathie : le mépris du droit est corrélatif de l'oubli de l'humanité. Le recours à la littérature

lui permet de restituer l'importance du visage de l'autre. Il cite John Donne : « *Each man's death diminishes me/For I am involved in mankind. /Therefore, send not know/For whom the bell tolls,/ it tolls for thee ».* Et Elie Wiesel *:* « Oublier les morts serait les tuer une deuxième fois. Et si, les tueurs et leurs complices exceptés, nul n'est responsable de leur première mort, nous le sommes de la seconde. (*La nuit*, 2007).

Pour autant Andrea Bianchi ne minimise pas la difficulté de la Cour pénale internationale (CPI) à faire respecter le droit international[17]. Le premier mandat d'arrêt délivré par la CPI sur un chef d'État en exercice était celui relatif au soudanais Al Bashir – Milosevic ou Charles Taylor n'avaient été accusés qu'après leur chute du pouvoir. Cette initiative de la CPI a eu des conséquences fâcheuses : elle a provoqué l'expulsion hors du Soudan des ONG et a suscité les protestations des pays africains contre le double standard – il est vrai que les pays où la CPI enquête sont en Afrique (Soudan, Ouganda, République démocratique du Congo). Vaut-il mieux punir les responsables des crimes au nom de la justice ou privilégier la négociation politique pour sortir d'une crise ? La question se pose évidemment aujourd'hui à propos des sanctions contre Poutine ou Netanyahou. Encore faut-il, si on choisit la voie judiciaire, que les États collaborent car le droit ne peut s'exercer en l'absence d'une volonté politique et d'une société poussant les gouvernements à agir.

La question n'a rien de théorique, comme le montrent les intervenants ukrainiens. Pour que la CPI puisse engager des poursuites, il faut documenter les crimes. Telle est la mission que s'est assignée Oleksandra Matviichuk, prix Nobel de la paix, directrice du Centre pour les libertés civiles en Ukraine. En rassemblant des interviews, elle constitue une base de données sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité ; ce faisant elle redonne un visage et une dignité aux victimes. Le droit n'est pas désincarné.

C'est aussi sur la pression nécessaire de la société pour la défense du droit que revient Kenneth Roth[18] qui a dirigé Human Rights Watch pendant trente ans, un organisme qui a obtenu en 1997 le prix Nobel de la paix pour sa contribution à la lutte contre les mines antipersonnelles. Il montre que même dans les situations les plus sombres, l'opinion publique peut combattre les despotes en faisant circuler l'information – par une stratégie du *name and shame.* Quasiment tous les despotes prétendent respecter les droits, Poutine lui-même est

effrayé par les « révolutions de couleur » et redoute l'attrait de la démocratie (crainte qui l'a poussé à envahir l'Ukraine). Kenneth Roth se veut optimiste et croit possible de protéger les droits humains sans l'appui des États Unis – qui par décret de Donald Trump du 4 février 2025 se sont retirés du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, où du reste depuis Trump premier mandat ils n'étaient plus présents que comme observateurs. On peut être perplexe devant le *name and shame* en un temps où les *fake news* sont maîtresses des réputations. Mais somme toute, pourquoi ne pas rêver que Trump infléchisse sa politique par désir d'obtenir le prix Nobel de la paix ?

Le dernier panel était intitulé « Quel avenir pour le conservatisme européen ? » Il a souffert de l'absence de définition préalable du terme conservateur, trop souvent confondu avec l'immobilisme ou avec la défense des avantages acquis[19] ; la France n'a pas comme l'Angleterre un parti « conservateur » (*tory*), et le terme est revendiqué dans notre histoire à la fois par le parti de la « résistance » au changement comme on disait du temps de Guizot et par des hommes qui plaident pour une politique d'innovation prudente, comme Tocqueville qui regrettait « l'absence d'un véritable parti conservateur » en France. Ou comme Jules Ferry déclarant être « profondément républicain et résolument conservateur. » Le conservatisme pris en ce sens se définit par la vertu de prudence ; il est lié à la problématique des Conversations, puisqu'il s'agit de savoir quelles valeurs défendre, quel testament tirer de notre héritage pour aller vers l'avenir. On regrettera que Jean Yarbrough, excellente historienne des pères fondateurs américains, n'ait pu expliquer davantage comment le conservatisme novateur de Tocqueville s'inspirait de son expérience américaine de la démocratie locale et des *checks and balances*. Comme le souligna le sociologue Jean-Pierre Le Goff, le « conservatisme » d'un Hamilton n'a rien à voir avec la politique de Trump qui se définit par la table rase et l'hyperbole de la rupture.

La France, comme le montre Jean-Pierre le Goff, n'a pas su conserver son héritage dans les années soixante. L'Europe s'est construite sur le marché, pas sur l'histoire et la culture ; la révolution culturelle de 1968 a rendu la transmission impossible et promu l'individualisme. Jean-Pierre Le Goff parle d'expérience : comme Marcel Gauchet, il a fait partie des étudiants de Claude Lefort à Caen, qui furent un temps tentés par l'activisme de l'extrême gauche et il a raconté sa jeunesse agitée dans un vif essai autobiographique *La France*

d'hier. Récit d'un monde adolescent des années 1950 à Mai 68, (Flammarion, 2019).

De cette rupture de la transmission, a résulté chez beaucoup de Français une mésestime de soi assortie du sentiment de la décadence collective. Ainsi s'explique, pour partie, qu'on n'ait pas anticipé les attaques russes. La gauche antiaméricaine a projeté sur Poutine l'idée qu'il offrait une réaction à la décadence (on observera qu'on se souvient d'avoir entendu Mathieu Bock-Côté tenir les mêmes accusations morales contre l'Europe, la gauche n'ayant jamais eu l'exclusivité – ni même la primeur – du discours pénitentiel). Nos sociétés privées de passé sont des sociétés où triomphe un Individualisme qui se méfie de l'État tout en appelant au secours l'État-providence ; c'est la « déglingue », un individualisme de déliaison qui s'en prend au tissu éducatif et sociétal, la famille et l'école.

Que pourrait être dès lors un conservatisme français ? Pas la réaction, il est illusoire de rêver d'un retour à un État heureux largement fantasmé. Le conservatisme consiste à déterminer ce qui vaut pour nous dans l'héritage que nous avons reçu, ce qui requiert d'opérer un tri et de ne pas se complaire dans la déploration des malheurs et des turpitudes du présent. Tri malaisé du reste, comme le fait remarquer Jean Yarbrough, car en France comme aux États Unis les descendants de peuples colonisés ou d'esclaves n'ont pas le même héritage à conserver que leurs anciens dominateurs. À quoi on répondra que c'est précisément l'élaboration d'un grand récit commun qui a construit l'Europe de la paix entre des nations longtemps ennemies.

* * *

Ces très riches Conversations ont abordé trop de sujets et trop hâtivement pour ne pas engendrer un peu de frustration. C'est une incitation à les prolonger par la réflexion et la lecture. On citera parmi les manques la faible prise en compte de l'ailleurs : Afrique, Asie, Amérique du Sud ; Dominique Moïsi fit remarquer à juste titre que nos valeurs ne sont plus perçues comme universelles et que les Occidentaux doivent apprendre la modestie.

Frustrant aussi fut le peu de recul historique malgré la présence d'excellents historiens. Les Conversations, quoique placées sous le patronage de Tocqueville, n'échappent pas à la sidération devant la course folle d'un monde devenu imprévisible. Or il y a une résurgence

du XIXe siècle dans cet univers de brutes où nous vivons. L'Amérique de Trump renoue avec celle d'Andrew Jackson et de William McKinley. C'est une Amérique prédatrice, fondée sur un populisme et bien éloignée du savant équilibre des institutions voulu par les pères fondateurs ; une Amérique isolationniste et expansionniste à la fois, hantée par la crainte du « grand remplacement » : expansionniste au Canada mais Thomas Jefferson avait déjà rêvé de bouter les Anglais hors du continent américain en marchant jusqu'à Québec[20] ; isolationniste par une radicalisation du message d'adieu adressée à la nation par Washington le 19 septembre 1796 :

> *Europe has a set of primary interests, which to us have none, or a very remote relation. Hence she must be engaged in frequent controversies, the causes of which are essentially foreign to our concerns. Hence therefore it must be unwise in us to implicate ourselves, by artificial ties, in the ordinary vicissitudes of her politics or the ordinary combinations and collisions of her friendships or enmities. […] Why quit our own to stand upon foreign ground? Why, by interweaving our destiny with that of any part of Europe, entangle our peace and prosperity in the toils of European ambition, rivalship, interest, humor, or caprice?*

Une Amérique enfin hantée par la menace de l'étranger, de l'immigrant, par la crainte d'un « grand remplacement » qui obsédait déjà l'Amérique du XIXe siècle[21].

Quant à la Russie, rien de nouveau dans son mépris des traités – c'est un trait constant depuis le XVIIIe siècle – ni dans son expansion. Vers l'Ouest mais aussi vers l'Est depuis les grands oligarques d'Ivan IV, mus par l'appât du gain et le désir d'asseoir leur emprise sur un territoire immense[22].

Notre temps n'est plus celui de Tocqueville – il est plus mondialisé – mais il en est l'héritier et la politique de Tocqueville nous donne à penser. Non pas tant parce qu'il avait anticipé la rivalité entre Russes et Américains – c'était un lieu commun, les Français n'avaient pas oublié le défilé des Cosaques à Paris en 1815. Mais parce que Tocqueville, ministre des Affaires étrangères en 1849, eut à défendre les principes du droit des gens et les idées d'humanité qui protègent les réfugiés politiques contre les grandes puissances, qu'il appelait les « vieilles choses » : les régimes autocratiques de l'Empire des tsars et de la monarchie austro-hongroise. S'appuyant sur « l'opinion de tout le monde civilisé », il fit reculer le tsar, sauvant la peau de Kossuth et des

réfugiés d'Europe centrale : c'était faire du *name and shame*. Ce faisant il affirmait que la défense des principes libéraux n'était pas séparable d'une politique d'indépendance de la France. Mais sans effets de manche car la France « était restée superbe en cessant d'être prépondérante ; elle craignait d'agir et voulait parler haut, et demandait aussi à son gouvernement d'être fier, sans pourtant lui permettre les hasards d'un pareil rôle[23] ». Les Conversations ont illustré ce vacillement des Européens entre l'indignation et l'inaction.

NOTES

[1] Calmann-Levy, 1973, extrait de la revue *Commentaire,* n° 190, été 2025.
[2] *The Age of Entitlement: America Since the Sixties*, Simon and Schuster, 2020. Le lecteur français trouvera de nombreux articles de lui dans *Le Figaro* et dans *Commentaire*.
[3] *Commentaire,* été 2025, n° 190 (article publié par *The Guardian*, 15 mars 2025) : « Vive le churchillo-gaullisme ».
[4] Il avait participé à la mise en place des Traités de Londres du 2 novembre 2010 par Nicolas Sarkozy et le Premier ministre du Royaume-Uni David Cameron afin de renforcer la coopération franco-britannique dans le domaine de la défense. L'année précédente il avait soutenu le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan.
[5] Voir une analyse détaillée de ces sondages par Gérard Grunberg, « Les Américains et la politique extérieure de Donald Trump », *Telos-eu.com*, 7 juillet 2025. À titre de comparaison voir aussi du même auteur, « Les Européens, l'UE et le soutien à l'Ukraine » (commentaire du dernier eurobaromètre, mai 2025, *Telos*, 25 juin 2005).
[6] auteur de nombreux ouvrages de géopolitique, notamment *Géopolitique de la Russie* (Que sais-je, PUF, 2016), *Géopolitique de l'Europe* (PUF, Que sais-je, 2020), *Le monde vu d'Istanbul* (PUF, 2023).
[7] J.- S. Mongrenier s'inspire ici du livre de Richard N. Haas, conseiller du président Bush de 1989 à 1993, *The Reluctant Sheriff. The United States After the Cold War,* Brookings Institution press, 1997.
[8] Voir parmi les nombreux écrits aisément accessibles « La guerre d'Ukraine, l'Otan et l'Europe de la défense », Hérodote, 2023 et « Signification et perspectives de l'Otan », *Diplomatie*, n° 121 (mai-juin 2023), pp. 54-57.
[9] « Réussir l'Europe : une nécessité permanente », *Politique étrangère,* 4/1999, 64e année, pp. 883-888.
[10] *Achever Clausewitz. Entretiens avec Benoît Chantre*, Paris, Carnets Nord, 2007.
[11] Voir son livre *The Coming of NeoFeudalism. A Warning to the Global Middle Class*, Encounter book, 2020 ; livre à succès très noir qui parcourt l'histoire à grandes enjambées.
[12] Voir Mathias Risse, *Political Theory of the Digital Age*, Cambridge University Press, 2023.

[13] Augustin de Romanet cite comme exemple d'apologie du déficit le livre de Stéphanie Kelton (conseillère de Bernie Sanders) *The Deficit Myth : Modern Monetary Theory and How to Build a Better Economy*, John Murray, juin 2020 (traduction française *Le mythe du déficit : la théorie moderne de la monnaie et la naissance de l'économie du peuple,* Les liens qui libèrent, 2021). Larry Summers a qualifié cette théorie d'« économie vaudou ».

[14] Voir la republication dans *Commentaire* (2024/1) et la version originale en anglais, avril 2008 : http://www.journalofdemocracy.org/articles/gratis/Hassner-19-2.pdf

[15] Nicolas Baverez reprend ici une réflexion menée dans plusieurs de ses livres et notamment dans le tout récent *Démocraties contre empires autoritaires*, Éditions de l'Observatoire, 2023.

[16] La convention de 1864 signée par seize nations sur la protection des soldats blessés et malades et du personnel sanitaire et religieux élaborée dans le contexte de la guerre de Crimée ; la deuxième de 1949 sur la protection des militaires blessés ou malades et des naufragés ; la troisième sur les conditions de captivité des prisonniers de guerre, la quatrième sur la protection des civils notamment en territoire occupé.

[17] Voir pour les lecteurs francophones ses articles librement accessibles dans *Telos*, revue en ligne, 15 avril 2008 sur le Tibet et 29 mars 2009 sur la condamnation 4 mars 2009 du soudanais Al-Bashir (à nouveau condamné le 12 juillet 2010 et toujours pas arrêté…).

[18] Voir son livre récent *Righting Wrongs. Three Decades on the Frontlines Battling Abusive Governments,* Knopf, février 2025 et son entretien dans *Le Monde* le 3 mai 2025.

[19] Voir Laetitia Strauch-Bonart, *Vous avez dit conservateur ?* Editions du Cerf, 2016, qui s'appuie sur la tradition anglaise burkéenne, et tout récemment Armand Rouvier, *Peut-on encore être conservateur ? Histoire d'une idée incomprise en France*, Buchet Chastel, 2023.

[20] Voir sa lettre de Monticello le 4 août 1812 à William Duane : « the acquisition of Canada this year, as far as the neighborhood of Quebec, will be a mere matter of marching; & will give us experience for the attack of Halifax the next, & the final expulsion of England from the American continent. Halifax once taken, every cockboat of hers must return to England for repairs. their fleet will annihilate our public force on the water, but our privateers will eat out the vitals of their commerce. Perhaps they may burn New York or Boston. if they do, we must burn the city of London", *The Papers of Thomas Jefferson*, Retirement Series, vol. 5, 1 May 1812 to 10 March 1813, ed. J. Jefferson Looney. Princeton, Princeton University Press, 2008, pp. 293–294.

[21] Voir Denis Lacorne, *De la race en Amérique*, Gallimard, 2025, pp. 147-151.

[22] Eric Hoesli, *L'épopée sibérienne*, *La Russie à la conquête de la Sibérie et du Grand Nord*, Editions Paulsen, Genève-Paris 2018.

[23] *Souvenirs, Œuvres*, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, tome III, p. 932.

RÉSUMÉ

Les 27 et 28 juin 2025 s'est tenue la septième édition des Conversations Tocqueville au Château de Tocqueville. Le thème principal concernait l'autonomie de l'Europe. Les deux jours faisaient se succéder le bilan et la projection, le diagnostic et la thérapie. Les deux perspectives se sont avérées inséparables et ont permis de faire émerger des interrogations communes : géopolitique, que faire quand le lien se dénoue entre la république impériale américaine et le continent européen ; stratégique, comment construire une puissance européenne industrielle, technologique et militaire ; éthique, pour quelles valeurs européennes sommes-nous prêts à nous battre ?